



16E040F

## **Communiqué de presse**

Bruxelles, le 3 octobre 2016

### **Qu'on arrête cette folie !**

La FGTB est scandalisée de la façon dont les employeurs considèrent actuellement les travailleurs et le travail en général.

Ces dernières semaines, on a annoncé la disparition de plus de 10.000 emplois dans un futur très proche. Et voilà qu'aujourd'hui encore, des milliers de travailleurs apprennent qu'ils vont perdre leur emploi. La restructuration annoncée ce lundi chez ING Belgique et qui implique la suppression de 3.500 emplois d'ici 2020, est le énième signe qu'il y a un problème dans la façon dont se comportent les employeurs et les multinationales en particulier.

Profiter unilatéralement des aides de l'Etat et des régimes fiscaux avantageux pour optimiser les bénéfices, de façon à ce que les actionnaires aient de juteuses rémunérations, et déshumaniser grossièrement l'emploi de chaque travailleur semblent être, de plus en plus, la chose la plus normale au monde.

La FGTB est abasourdie de la froideur avec laquelle la vague de licenciements touche notre pays. Elle condamne fermement ces suppressions d'emplois et rappelle à tous que le PDG d'ING Belgique avait très galamment apposé sa signature à une lettre ouverte du VOKA (30/08/2016) au gouvernement Michel dans laquelle il était demandé de « certainement poursuivre le bon travail accompli ».

Les signataires de cette « lettre ouverte au travailleur » annoncent fièrement la création de 100.000 emplois supplémentaires dans les 3 ans, au moins. La suppression de 3.500 postes sous prétexte de 'mesures de réduction des coûts' par le même PDG prouve tout le cynisme et l'arrogance de ces signataires.

Au lieu de modération salariale et de réductions des coûts (comme les licenciements), les employeurs devraient surtout investir dans l'avenir de leur entreprise, par le maintien et la création d'emplois. Le cercle vicieux, avec le bénéfice comme leitmotiv, doit être rompu, et ce, au plus vite. Dans l'intérêt de notre économie, de notre société, de nos travailleurs et de leurs familles.

Ce gouvernement veut activer les chômeurs et responsabiliser les malades de longue durée. Il est temps qu'il responsabilise les employeurs et mette un terme à la facilité avec laquelle ceux-ci peuvent se séparer de leurs travailleurs.